LE GROUPE
NOUVEAU PARIS POPULAIRE

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

10 NOVEMBRE 2026

AFFAIRES DE PÉDOCRIMINALITÉ DANS LE PÉRISCOLAIRE PARISIEN : LA VILLE NE SAIT PLUS DIRE QUELS ANIMATEURS ÉTAIENT PRÉSENTS AUPRÈS DES ENFANTS

En mai, seize agents de l'école Saint-Dominique (7e) ont été placés en garde à vue pour des violences sexuelles présumées sur des enfants. **Les plannings d'animateurs que la Ville a ensuite remis aux familles sont, de son propre aveu, « truffés d'erreurs ».** Selon l'avocate de quatre familles, ils ont pourtant permis de lever des gardes à vue et de classer des procédures.

Le 7 octobre, Anne-Claire Boux, adjointe au Maire chargée des affaires scolaires, s'en portait garante par écrit auprès des familles : ces plannings avaient demandé **« un travail conséquent et minutieux de vérification »**. Le lendemain, ses services évoquaient des erreurs sur « quelques dates ». Le 3 novembre, devant les parents, l'administration admettait ne pas pouvoir fournir les plannings réels.

Un mois plus tard, les familles n'ont rien reçu. La nouvelle version promise ne porte même plus sur la même période : **l'année 2024-2025 a disparu.**

Erreurs, ou documents retouchés après coup ? Tant que la Ville ne produit pas les plannings d'origine, la question reste entière. Anne-Claire Boux se défend en assurant ne pas les avoir transmis directement à la justice. Peu importe le chemin : ces plannings ont servi à la défense des mis en cause.

Nous demandons la remise immédiate aux familles et aux juges d'instruction des plannings d'origine et de toutes leurs versions successives. Nous demandons aussi la conservation de toutes les pièces qui établissent la présence des agents (feuilles de présence, fiches de paie, historiques de modification), ainsi qu'une expertise indépendante. **Notre groupe déposera un vœu en ce sens au Conseil de Paris.**

Anne-Claire Boux a engagé sa parole sur ces documents. Elle doit en répondre devant les familles comme devant le Conseil de Paris.